

Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

VINGT ET UNIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 1030^e
SÉANCE

Mercredi 12 octobre 1966,
à 15 heures

NEW YORK

SOMMAIRE

	Page
Déclarations générales (suite).....	59

Président: M. Moraiwid M. TELL (Jordanie).

DECLARATIONS GENERALES (suite)

1. M. KHAN (Pakistan) dit que les résultats obtenus grâce à la coopération internationale en ce qui concerne l'accélération de la croissance économique des pays en voie de développement sont très décevants. Le Conseil économique et social dans sa résolution 1089 (XXXIX) et l'Assemblée générale dans sa résolution 2084 (XX) ont souligné, à mi-chemin de la Décennie des Nations Unies pour le développement, l'écart entre les objectifs envisagés et les réalisations. Dans l'intervalle, le courant d'assistance internationale s'est paradoxalement ralenti.

2. Selon la première partie de l'Etude sur l'économie mondiale, 1965^{1/}, le volume des moyens de paiement extérieur mis à la disposition des pays en voie de développement a considérablement baissé si l'on tient compte des sorties de capitaux et du fait qu'une fraction importante des entrées consiste en transferts en nature et en réinvestissements des profits réalisés dans ces pays eux-mêmes. En conséquence, l'accroissement du taux de formation brute du capital dans ces pays a été en deçà des objectifs fixés pour la Décennie. A quelques exceptions près, l'aide au développement n'atteint nulle part l'objectif de 1 p. 100 du revenu national des pays industriels, bien que le produit national brut des pays à économie de marché exportateurs de capitaux soit passé de 985 milliards de dollars en 1961 à 1 300 milliards de dollars en 1965. Au contraire, la part des ressources transférées vers les pays en voie de développement, en pourcentage de la production brute des pays exportateurs de capitaux, est tombée de 0,84 p. 100 en 1961 à 0,65 p. 100 en 1964.

3. Le Directeur du Programme des Nations Unies pour le développement a signalé, lors de la quarante et unième session du Conseil économique et social, que le courant net de capitaux vers les pays en voie de développement atteignait à peine 6 milliards de dollars en 1965, alors que 14 milliards de dollars seraient nécessaires en 1970. Le renversement de cette tendance est subordonné à une modification de l'attitude des pays exportateurs de capitaux. Une telle modification exige à son tour des échanges de vues empreints de sincérité et un effort de coopération de la part des deux groupes de pays. Il importe en effet

de se rendre compte que le financement du développement doit fonctionner sans à-coups. Il ne saurait y avoir de planification efficace du développement sans continuité et sans confiance réciproque.

4. La crise actuelle porte non seulement sur le volume de l'aide mais aussi sur ses conditions. Le service de la dette extérieure, qui exigeait 800 millions de dollars en 1956, a absorbé 3,5 milliards de dollars en 1964. Les pays en voie de développement doivent y consacrer à l'heure actuelle plus de 10 p. 100 de leurs recettes en devises. Parmi les mesures immédiates qui pourraient être prises pour remédier à cette situation figurent la création d'un fonds d'équipement et la révision des politiques de nature à faire baisser les recettes en devises des pays en voie de développement.

5. Dans le domaine des échanges, l'application des recommandations de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (UNCTAD)^{2/}, y compris celles qui ont été adoptées à l'unanimité, n'est nulle part en vue. En même temps, tandis que les exportations et les importations de l'ensemble des pays développés à économie de marché augmentaient de 9 à 10 p. 100 en 1964-1965, les recettes d'exportation des pays en voie de développement n'ont augmenté que de 6 p. 100 et leurs importations de 5 p. 100 environ au cours de la même période. En même temps, les termes de l'échange de ces pays ne variaient guère par rapport au niveau atteint en 1963, lui-même inférieur à celui de 1960. La deuxième session de l'UNCTAD devra évaluer avec réalisme les chances d'une coopération internationale fructueuse. Il importe de souligner dans ce contexte que l'application des recommandations approuvées lors de la première session de la Conférence est la condition indispensable du succès de la deuxième session. Il y a lieu de saluer à cet égard l'initiative des pays socialistes, qui intensifient leurs échanges avec les pays en voie de développement en se fondant sur le principe des avantages mutuels. Le représentant du Pakistan constate également avec satisfaction que la Banque internationale pour la reconstruction et le développement a entrepris une étude sur le financement supplémentaire et que le Fonds monétaire international a décidé d'élargir la portée de son système de financement compensatoire.

6. M. Khan note avec satisfaction le renouveau d'intérêt pour le problème des liquidités internationales, qui est d'une importance vitale pour les pays en voie de développement.

^{1/} Publication des Nations Unies, numéro de vente: 66.II.C.1 (E/4187/Rev.1).

^{2/} Voir Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, vol. I: Acte final et rapport (publication des Nations Unies, numéro de vente: 64.II.B.11).

7. Toutefois, les échecs enregistrés en ce qui concerne la conclusion des accords internationaux sur le cacao et le sucre, qui auraient mis les pays en voie de développement à l'abri des fluctuations des prix, sont extrêmement décourageants. Les pays industrialisés semblent s'orienter, au détriment des producteurs traditionnels, vers une plus grande autarcie dans le domaine des produits de base. Ces phénomènes négatifs, encore aggravés par la charge croissante de la dette extérieure, expliquent pourquoi peu de pays en voie de développement ont réalisé le modeste objectif de 5 p. 100 fixé pour leur croissance économique. Cet échec est dû en grande partie à l'insuffisance des ressources extérieures mises à leur disposition. Il est regrettable qu'au moment où il leur faut faire un effort accru pour accélérer leurs taux de croissance, de nouvelles réductions de l'assistance extérieure soient à l'ordre du jour et que les recettes d'exportations des pays du tiers monde soient menacées par les pratiques commerciales restrictives suivies par la plupart des pays développés.

8. Loin d'être irréalisables, les objectifs de la Décennie sont modestes au regard des besoins des pays en voie de développement; le fossé continuera de s'élargir même si leur taux de croissance économique atteint 5 p. 100. On prétend quelquefois qu'ils devraient intensifier leurs efforts pour accélérer cette croissance. Ils sont pleinement conscients de leurs responsabilités.

9. Le Pakistan, pour sa part, a réalisé au cours des années 60 un taux de croissance de 5,2 p. 100 en augmentant ses investissements, qui sont passés de 10,5 p. 100 du produit national brut en 1959-1960 à 18,5 p. 100 en 1964-1965. L'épargne intérieure est passée de 6,9 p. 100 en 1960-1961 à 10,2 p. 100 en 1964-1965. Le troisième plan (1965-1970) prévoit un rythme de croissance de 6,5 p. 100 par an. L'effort de développement du Pakistan a porté tant sur l'agriculture que sur l'industrie. Dans le secteur agricole, la réforme agraire a joué un rôle important. Bien qu'un plafond ait été fixé pour la superficie des parcelles pouvant appartenir à un seul propriétaire, la réforme a également prévu le regroupement des terrains à faible rendement. On a pris également des mesures pour améliorer les méthodes culturales grâce à des facilités de crédit et de meilleures semences, engrais et insecticides. La création de coopératives agricoles et la mise en commun de machines et de tracteurs ont été encouragées. Le taux de croissance de l'agriculture a atteint 3,5 p. 100 au cours de la période 1960-1965. Une planification industrielle, qui, elle non plus, n'obéissait à aucun préjugé doctrinal a permis, d'autre part, de porter le taux de croissance de l'industrie à plus de 10 p. 100 par an au cours de la même période.

10. Le Pakistan a des relations commerciales satisfaisantes avec de nombreux pays. Il s'est en particulier attaché à intensifier les échanges avec les pays de sa région tels que l'Iran, la Turquie, l'Indonésie, l'Afghanistan, la Birmanie, Ceylan et le Népal. Ses échanges avec les pays socialistes ont augmenté dans de fortes proportions au cours des dernières années. Le Pakistan, qui attend avec intérêt les résultats des études entreprises par le secrétariat de l'UNCTAD sur l'intensification des échanges entre les pays en voie

de développement, a récemment décidé de réaliser en 1966-1967 l'objectif de 1 milliard de dollars fixé pour ses exportations en 1969-1970.

11. M. Khan dit, en conclusion, qu'il ne suffit pas d'appuyer en paroles l'idée de la coopération économique internationale. Il incombe à tous de prendre des mesures concrètes de nature à donner corps aux aspirations qui se sont fait jour.

12. M. SOEHARDIMAN (Indonésie) convient, avec le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales, que la situation économique mondiale est très sérieuse. Alors que la position des pays développés est en général favorable, le taux de croissance des pays en voie de développement est insuffisant, leur participation au commerce international décroît, leurs recettes sont presque complètement absorbées par leurs importations et le courant des capitaux destinés à leur développement se ralentit. Il est particulièrement décourageant que les objectifs de la Décennie pour le développement ne puissent être atteints, alors que des sommes considérables sont dépensées pour la conquête de l'espace extra-atmosphérique, pour la course aux armements et pour des guerres coloniales.

13. La plupart des pays en voie de développement ont à affronter deux grandes tâches: il leur faut s'affirmer en tant que nation et assurer leur développement économique. L'une de ces tâches ne saurait s'achever sans l'autre. Pour réaliser leurs programmes, ces pays ont besoin de capital, et avant tout des devises qui leur permettront d'acquérir les biens d'équipement nécessaires pour accroître la production des matières premières qu'elles exportent. Il faut donc que les conditions de l'aide extérieure soient régies de manière que le service de la dette n'impose pas un prélèvement excessif sur leurs recettes en devises, déjà limitées, c'est-à-dire que les prêts soient consentis à long terme et à faible intérêt; des dispositions rigides, par exemple celles de la règle de l'Union de Berne, au sujet du versement d'acomptes pour l'achat de biens d'équipement, doivent être adaptées aux conditions présentes, d'autant plus qu'il existe bien d'autres moyens équitables d'assurer le remboursement de l'aide.

14. D'autre part, il est indispensable de développer le commerce international, qui constitue la principale source de devises et peut, plus facilement que l'aide financière ou technique, échapper aux intérêts liés aux idéologies politiques ou sociales. Pourtant, la situation ne fait que s'aggraver en ce qui concerne l'accès aux marchés et les prix des produits de base. Malgré la recommandation A.II.1 de l'UNCTAD concernant le maintien du statu quo pour le commerce d'exportation de ces produits, la Communauté économique européenne a accordé un traitement préférentiel à certains produits, comme les huiles végétales, de certains pays en voie de développement. De plus, en augmentant la production de produits naturels ou synthétiques, à l'abri de politiques protectionnistes, les pays développés contribuent à affaiblir la position des producteurs traditionnels; c'est le cas, par exemple, pour le caoutchouc synthétique, qui alimente maintenant plus des trois cinquièmes de la consommation mondiale de caoutchouc. La recommandation de l'UNCTAD concernant les préférences à accorder aux produits manufacturés et semi-finis des pays en

voie de développement n'a pas non plus eu de suite, bien que ses possibilités d'application aient été démontrées.

15. La délégation indonésienne souhaite vivement la création d'un fonds d'équipement des Nations Unies, qui constituerait une source multilatérale de capitaux pour les pays en voie de développement, et elle est heureuse de la création récente de la Banque asiatique de développement et de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI). D'autre part, elle a écouté avec beaucoup d'intérêt les suggestions du représentant des Philippines (1025ème séance) relatives à l'instauration d'une étroite coopération entre les pays de la région à laquelle appartiennent ces deux pays.

16. L'instabilité du marché des produits de base nuit au développement économique des pays qui les produisent et risque de faire échec à l'assistance qu'ils reçoivent de la part des pays développés; l'Indonésie, par exemple, a perdu de 30 à 40 millions de dollars en 1965 en raison de la baisse d'environ 15 p. 100 des prix du caoutchouc. Elle espère donc vivement que des mesures concrètes seront prises d'ici à la deuxième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, afin que celle-ci puisse aboutir à un accord sur la stabilisation des prix des produits de base, le financement compensatoire et l'abaissement des droits qui frappent les produits semi-finis des pays en voie de développement dans les pays industriels.

17. L'Indonésie, qui vient de s'engager dans un nouveau programme économique destiné à assurer le plus rapidement possible sa stabilité politique et économique, est convaincue que les peuples du monde entier tireraient le plus grand avantage d'une coopération étroite entre les pays producteurs de matières premières et les pays industrialisés, tenant compte de leur égalité et de leur interdépendance.

18. Selon M. KADLEC (Tchécoslovaquie), le principal problème est pour le moment et demeurera longtemps encore l'élimination de l'écart entre le niveau et la tendance du développement économique des pays développés et des pays en voie de développement. La nature complexe de ce problème et l'influence qu'il peut avoir sur l'avenir du développement dans le monde justifient la conviction de la délégation tchécoslovaque qu'il faut, en cherchant les moyens de réduire l'écart, s'attacher tout particulièrement aux facteurs à long terme; le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales l'a d'ailleurs fort bien souligné dans l'excellent exposé qu'il a fait lors de la 1023ème séance. Sans sous-estimer l'utilité des mesures à court terme pour résoudre les problèmes brûlants du présent, M. Kadlec estime qu'il est indispensable de tenir compte des perspectives et de la complexité de l'avenir pour procéder à une adaptation concertée des économies nationales aux nécessités et aux lois de la division internationale du travail. Le meilleur moyen d'améliorer la situation économique des pays en voie de développement est la diversification judicieuse de leur économie, en dehors de toute hégémonie politique ou économique; en d'autres termes, il s'agit d'éliminer la déformation que la longue exploitation des puissances métropolitaines a imposée à leur économie et à laquelle le néocolonialisme, par

le truchement des monopoles impérialistes, s'efforce de donner un caractère définitif.

19. Cette diversification constituera sans nul doute un long processus et pose de vastes problèmes. Pour que l'industrialisation — son facteur principal — aboutisse à des résultats efficaces, il faut non seulement que la production des nouvelles industries créées dans les pays en voie de développement ne se heurte pas à des barrières dans les pays développés, mais encore que ces derniers créent de nouveaux débouchés à son intention. Alors que les intérêts égoïstes qui font obstacle au développement de l'industrie dans les pays en voie de développement constituent l'une des caractéristiques des économies de marché, le régime de l'économie planifiée offre la possibilité d'introduire dans les économies intéressées, progressivement et si l'on dispose des ressources financières nécessaires, des modifications conformes aux exigences de la division internationale du travail.

20. La Tchécoslovaquie, dans le cadre de l'évolution que subit la gestion de son économie nationale, sera amenée à intensifier ses relations économiques extérieures compte tenu des intérêts des pays en voie de développement. Ses importations d'articles manufacturés et semi-finis des pays en voie de développement, qui, en 1963, représentaient moins de 1 p. 100 de l'ensemble de ses importations de cette source, en ont représenté 5,2 p. 100 en 1964 et 12,6 p. 100 en 1965. Au cours du premier semestre de 1966, les importations de ces produits ont augmenté à un rythme deux fois plus rapide que les importations totales provenant des pays en voie de développement.

21. Ces pays ne pourront bien entendu diversifier leur économie que s'ils disposent des moyens financiers nécessaires. Au cours des dernières années, ils ont déjà fait des efforts pour mobiliser leurs ressources intérieures et ont obtenu certains résultats définitifs. Cependant, on ne saurait trop attirer l'attention sur la part que doivent prendre au financement du développement économique ceux qui sont responsables de leur situation présente. Comme on l'a déjà fait remarquer à la Deuxième Commission, le rapatriement par les pays développés des bénéfices qu'ils réalisent dans les pays en voie de développement draine une grande partie de l'assistance qu'ils fournissent, même lorsqu'elle est considérable. C'est évidemment dans ce domaine, et particulièrement lorsqu'il s'agit des profits des investissements directs, que pourraient être réalisées des économies qui faciliteraient le progrès économique des pays sous-développés. Le projet de résolution relatif à la souveraineté permanente sur les ressources naturelles, déposé lors de la vingtième session par l'Algérie, la Pologne, la République arabe unie, la République-Unie de Tanzanie et le Soudan constitue à cet égard un pas dans la bonne voie.

22. Pour sa part, la Tchécoslovaquie, qui entretient d'importantes relations économiques avec les pays en voie de développement, leur fournit des machines à crédit; par ailleurs, conformément à l'esprit de la recommandation A.IV.3 de l'UNCTAD, la très grande majorité des crédits publics accordés aux pays en voie de développement le sont à des conditions très favorables.

23. C'est en vérité un paradoxe que, au moment où l'on recherche les moyens d'intensifier le développement économique, des sommes considérables soient dépensées pour les armements et pour la guerre d'agression, qui cause, en Asie du Sud-Est, la destruction d'énormes richesses matérielles, sans parler des vies humaines. Nul ne saurait prétendre que cette guerre menée par les Etats-Unis facilite le développement économique ou la solution des problèmes ardues qui figurent à l'ordre du jour de la Commission; si M. Kadlec la mentionne c'est pour souligner l'unité indivisible de deux phénomènes: le développement économique et la paix internationale. Le développement économique est tout aussi indivisible que la paix, et la délégation tchécoslovaque tient à insister sur la nécessité d'examiner les questions qui s'y rattachent sous un angle universel, c'est-à-dire de ne pas accorder un caractère absolu à un seul facteur de l'économie mondiale, quelle que soit son importance, et d'établir un ordre de priorité. Pour que toutes les parties intéressées se sentent réellement engagées dans la division internationale du travail, il est indispensable que les questions économiques fassent l'objet d'une évaluation détaillée et complète.

24. Pour que des liens économiques normaux puissent s'établir entre les nations, il faut que soient respectés les principes fondamentaux des relations économiques internationales, tels que la non-discrimination, l'octroi d'avantages réciproques et le respect de la souveraineté nationale. Malheureusement, la Tchécoslovaquie continue de faire l'objet de mesures discriminatoires de la part de certains pays occidentaux et de leurs groupements et elle insiste pour qu'il soit

mis fin une fois pour toutes à cette situation anormale.

25. La délégation tchécoslovaque reconnaît pleinement le rôle important que peut jouer l'UNCTAD dans la solution de certains des problèmes économiques des pays en voie de développement et elle espère que sa deuxième session contribuera à la solution des problèmes que pose le commerce international. Conformément aux recommandations approuvées lors de la première session de la Conférence, la Tchécoslovaquie a adopté des mesures grâce auxquelles la valeur totale de ses importations en provenance des pays en voie de développement a augmenté de plus de 25 p. 100 en 1965 et de 17,5 p. 100 pendant le premier semestre de 1966, par rapport au premier semestre de 1965.

26. L'ONUDI peut également jouer un rôle important dans la solution des problèmes économiques mondiaux, bien que le projet de statuts dont sera saisie la Deuxième Commission ne réponde pas exactement, selon la délégation tchécoslovaque, aux tâches qui seront confiées à cette importante institution. Près de la moitié des exportations de la Tchécoslovaquie, qui se range parmi les 10 pays les plus industrialisés du monde, se compose de matériel et de machines, dont une bonne partie sont exportés vers les pays en voie de développement; l'expérience de ce pays peut donc être fort utile à l'ONUDI pour favoriser la coopération internationale en matière d'industrialisation, d'autant plus qu'en 15 ans, depuis la seconde guerre mondiale, la Tchécoslovaquie a réussi à industrialiser une partie de son territoire qui ne l'était pas auparavant.

La séance est levée à 16 heures.